

# SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Boubacar Keita**

Illustration par Odile Uwera



Partenaires



Avec le soutien de



## Étude commandée par la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD).

*Les opinions de l'entité organisatrice ne reflètent pas automatiquement celles du gouvernement belge, de l'ARES ou du VLIR-UOS, et ne peuvent en aucun cas être liées au gouvernement belge, l'ARES ou le VLIR-UOS.*

### LES AUTEURS

BOUBACAR KEITA est étudiant en économie appliquée au Développement au sein de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, rattaché au Laboratoire Zabantu. Mes recherches portent sur les questions d'économie familiale, de la sécurité alimentaire et le commerce international.

### L'ILLUSTRATEUR

ODILE UWERA est une illustratrice et écrivaine basée à Kigali, au Rwanda. Son travail explore l'interconnexion entre identité individuelle et identité collective dans un monde diversifié. Elle combine images et mots dans des bandes dessinées et l'écriture de scénarios.

# SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Boubacar Keita**

---

La sécurité alimentaire est un concept qui n'a cessé d'évoluer au fil du temps pour intégrer différents aspects et ainsi devenir multidimensionnel de nos jours. Issue des réflexions malthusiennes sur le déséquilibre entre population et ressources, ce terme s'est imposé comme un enjeu mondial. D'abord centrée sur la production, il intègre désormais l'accès, l'utilisation et la stabilité. Les travaux d'Amartya Sen ont montré que la faim découle surtout d'un manque d'accès. Plus récemment, les approches de la souveraineté alimentaire, de la justice alimentaire et de l'agroécologie proposent des modèles durables et équitables.

---

## Concept

La notion de sécurité alimentaire s'inscrit historiquement dans la continuité des réflexions amorcées par Malthus au XVII<sup>e</sup> siècle (Akbari et al., 2022). Dans ses travaux, il mettait en évidence un déséquilibre structurel entre la croissance démographique et l'augmentation des ressources alimentaires. Selon lui, la population croît de manière exponentielle tandis que les ressources alimentaires ne progressent que de façon arithmétique. Cette théorie - fondée sur la crainte d'une insuffisance structurelle des ressources - introduit pour la première fois l'idée d'une tension entre besoin humain et capacité de production.

C'est dans ce contexte que le concept de sécurité alimentaire refait surface au XX<sup>e</sup> siècle durant la période de dépression économique. La société des nations (SDN) entreprenait la publication de statistique sur la famine et la conduite d'enquêtes sur l'état nutritionnel des populations. En mettant en évidence les disparités mondiales d'accès à l'alimentation, ces travaux

favorisaient l'émergence d'une réflexion internationale sur la responsabilité collective face à la faim. Ainsi, les initiatives de la société des nations ouvraient la voie à un appel à la coopération internationale pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Cette dynamique marque les premiers fondements d'une approche globale de la sécurité alimentaire, ne plus considérée comme un simple problème de production, mais comme un défi économique, social et politique nécessitant une réponse coordonnée à l'échelle mondiale (Mahmud & Banik, 2020).

Ainsi, les initiatives de la Société des Nations ont posé les premiers jalons d'une réflexion internationale sur la faim et la malnutrition. Toutefois, ces efforts restaient encore limités dans leur portée institutionnelle et opérationnelle. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que la sécurité alimentaire s'est véritablement imposée comme un enjeu global, au cœur des débats sur la reconstruction économique et la stabilité mondiale. Le concept de sécurité alimentaire s'affirmait alors dans une perspective essentiellement productiviste, défini par la disponibilité des denrées alimentaires comme condition primordiale pour garantir l'accès à la nourriture et prévenir les famines. Selon cette approche l'augmentation de la production agricole devrait résoudre la faim dans le monde.

*La Conférence des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture*, organisée en 1943, marque une étape fondatrice de l'institutionnalisation de la sécurité alimentaire à l'échelle internationale. Deux ans plus tard, en 1945, la création de *l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO) (Zhou, 2021) identifie la sécurité alimentaire comme un pilier central de la gouvernance mondiale. Dans cette continuité, la mise en place du *Programme alimentaire mondial* (PAM) en 1963 vient renforcer le dispositif international de lutte contre la faim, en traduisant les engagements politiques en actions concrètes d'assistance alimentaire (Righettini & Bordin, 2023).

La conception de la sécurité alimentaire poursuit ensuite son évolution au gré des transformations économiques et politiques

mondiales. Lors du premier *Sommet mondial de l'alimentation*, tenu à Rome en 1974, elle est redéfinie comme la capacité à garantir, à tout moment, des approvisionnements suffisants en denrées de base (United Nations, 1975). Cette définition met particulièrement l'accent sur la stabilité et la disponibilité des ressources alimentaires, deux dimensions jugées essentielles pour prévenir les crises. Dès lors, la sécurité alimentaire devient indissociable de la nécessité d'assurer une offre alimentaire régulière et suffisante à l'échelle mondiale.

Cependant, les limites de cette approche essentiellement quantitative vont rapidement apparaître. Les grandes famines survenues dans les années 1970, notamment en Afrique et en Asie, ont révélé que la disponibilité des denrées ne garantit pas nécessairement l'accès à la nourriture pour tous. Cette prise de conscience amorce une profonde révision du concept dans les décennies suivantes. À partir des années 1980, cette remise en question s'accroît grâce aux travaux novateurs de l'économiste Amartya Sen (Sen, 1981). Par sa théorie des *entitlements*, Sen renouvelle la compréhension des crises alimentaires en démontrant que celles-ci ne résultent pas seulement d'un manque de production, mais souvent d'une incapacité des individus à accéder à la nourriture, en raison de facteurs tels que la perte de revenu, le chômage ou la désorganisation des marchés. En d'autres termes, l'insécurité alimentaire découle davantage d'un défaut d'accès que d'une pénurie absolue de denrées. Les crises alimentaires des années 1970 confirment cette analyse et mettent en évidence la nécessité d'intégrer la dimension de l'accès dans la réflexion sur la sécurité alimentaire, particulièrement dans les pays des Suds où les inégalités économiques restreignent l'accès effectif aux ressources alimentaires.

Vers la fin des années 1990, le concept de sécurité alimentaire connaît une nouvelle phase d'élargissement. Cette évolution se consolide lors du *Sommet mondial de l'alimentation de Rome* en 1996, au cours duquel la FAO adopte la définition suivante : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique

à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (FAO, 1996). Au tournant des années 2000, le concept devient véritablement multidimensionnel, englobant désormais quatre dimensions interdépendantes : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité de la nourriture.

Regardons plus en détail les quatre dimensions que nous venons de citer. La disponibilité alimentaire, tout d'abord, désigne la présence physique de denrées en quantité suffisante pour répondre aux besoins de la population. Sur le plan macroéconomique, elle dépend de plusieurs facteurs : la production agricole nationale, les stocks constitués d'une période à l'autre, les importations et exportations de denrées, ainsi que l'aide alimentaire (FAO, 2008). Sur le plan microéconomique c'est-à-dire au niveau des ménages et des individus, la disponibilité est déterminée par l'accès aux ressources productives telles que les terres, les intrants agricoles (engrais, machines) le capital, le savoir-faire technique et les infrastructures de marché (Mahmud & Banik, 2020).

Par rapport à l'accès, ensuite, la contribution de Sen (1981) a marqué un tournant décisif dans la compréhension des crises alimentaires. En effet, ses travaux ont montré que la famine ne résulte pas uniquement d'un déficit de production, mais aussi d'un manque d'accès à la nourriture. L'accès alimentaire renvoie à la capacité économique, physique, sociale et politique des individus à se procurer une alimentation adéquate. Sur le plan économique, il dépend principalement du niveau de revenu et du prix des denrées. Un revenu élevé accroît la capacité d'achat des ménages, tandis qu'un prix abordable facilite l'acquisition de biens alimentaires (Habiba et al., 2015). La dimension physique se rapporte aux infrastructures de transport et aux réseaux de distribution qui assurent l'approvisionnement des zones déficataires et favorisent l'accès aux marchés. La dimension sociale et politique recouvre les politiques publiques, les droits à la production, ainsi que l'accès à la propriété foncière, autant de leviers qui conditionnent l'équité dans la distribution des ressources.

La dimension d'utilisation, par la suite, s'intéresse à la manière dont les individus consomment et assimilent les aliments. Autrement dit, elle analyse comment le corps humain transforme les denrées disponibles en un état nutritionnel satisfaisant. Cette dimension revêt à la fois des aspects biologiques, sanitaires et comportementaux. Sur le plan nutritionnel, elle renvoie à la qualité du régime alimentaire, notamment à la teneur en protéines, minéraux et micronutriments. Sur le plan sanitaire, elle dépend de la qualité des infrastructures de santé, de l'accès à l'eau potable et de la prévention des maladies infectieuses. Sur le plan comportemental et socio-culturel, elle concerne les préférences alimentaires, les tabous, les modes de préparation et les normes de consommation propres à chaque société.

Finalement, la quatrième dimension - la stabilité de la sécurité alimentaire - renvoie à la capacité des populations, des ménages et des individus à disposer d'un accès durable à une nourriture suffisante, sans risque que cet accès soit compromis par des chocs soudains ou des variations saisonnières (FAO, 2008). Cette dimension met donc l'accent sur la résilience des systèmes alimentaires face à divers types de perturbations. Elle inclut la résilience économique face aux récessions, à l'inflation ou à la volatilité des prix ; la résilience politique face aux conflits et à l'instabilité institutionnelle ; la résilience environnementale face aux sécheresses, inondations ou autres catastrophes naturelles ; ainsi que la résilience sociale mise à l'épreuve par les migrations massives ou les pandémies. En somme, la stabilité suppose une gestion proactive des vulnérabilités, afin de garantir la continuité de l'accès à l'alimentation dans le temps, quelles que soient les circonstances.

## Étude de cas

Le concept de sécurité alimentaire fait l'objet de nombreux débats, notamment des discussions en lien avec la croissance agricole, la durabilité écologique, l'autonomie nationale et l'intégration mondiale. Ces controverses reflètent la complexité d'un concept qui peut recouvrir des réalités parfois contradictoires.

Pour mieux comprendre cette pluralité, il convient d'examiner les différentes approches qui structurent la réflexion sur la sécurité alimentaire.

Parmi les différentes conceptions de la sécurité alimentaire, l'approche néolibérale occupe une place dominante dans les politiques internationales. Elle repose sur l'idée que l'ouverture des marchés et la croissance de la production constituent les moyens les plus efficaces pour garantir l'accès à la nourriture à l'échelle mondiale (Dixon, 2014). Dans cette perspective, accroître la production implique de moderniser l'agriculture paysanne par l'usage d'intrants industriels, de technologies avancées et de méthodes de production intensives (McMichael, 2014). Cette approche s'inscrit dans la logique du libre marché, considérée comme le mécanisme le plus efficace pour allouer les ressources et stimuler la productivité.

Pendant, cette approche productiviste a été fortement contesté par les auteurs qui ont apporté un nouveau concept : la *souveraineté alimentaire*. Ce concept a émergé dans les années 1990 en réaction aux dynamiques de libéralisation commerciale et aux politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions financières internationales (McMichael, 2014). Ces réformes avaient entraîné le démantèlement des politiques nationales de protection agricole, ouvrant la voie à une concurrence inégale où les pays du Nord contribuant ainsi à la désintégration des agricultures paysannes dans les pays du Sud (McMichael, 2006). Dans ce contexte, la souveraineté alimentaire s'est affirmée comme une contre-proposition radicale à la vision néolibérale de la sécurité alimentaire.

Pour les partisans du principe de souveraineté alimentaire, le régime alimentaire mondial actuel constitue un obstacle structurel à la sécurité alimentaire, car il privilégie les logiques commerciales au détriment des besoins locaux. Ces choix ont mené vers un paradoxe fondamental : tandis que la production agricole mondiale est globalement suffisante, le gaspillage alimentaire et la mauvaise répartition des ressources

compromettent l'accès équitable à une alimentation saine. Ensuite, les mouvements pour la souveraineté alimentaire dénoncent le caractère technocratique et non démocratique du système alimentaire global, façonné par des décisions prises hors du contrôle citoyen (Schneider & McMichael, 2010). Des organisations comme *La Via Campesina* ont repolitisé le discours sur la sécurité alimentaire en le replaçant dans une perspective de justice sociale et de droits collectifs.

L'approche de la justice alimentaire constitue une critique fondamentale au système alimentaire industriel (Bahadur Kc et al., 2018). Elle se présente comme un mouvement social fondé sur des principes tels que la justice sociale, l'égalité des chances et la reconnaissance des droits des

communautés marginalisées (Liebenberg, 2018). Bien que sa définition soit plurielle, deux grandes orientations peuvent être distinguées (Murray et al., 2023). La première, à forte teneur humaniste, intègre des dimensions historiques et sociales telles que les traumatismes liés à l'esclavage et à la colonisation, qui continuent d'impacter certaines communautés. Elle revendique des formes de réparation matérielle et symbolique, et insiste sur la nécessité de garantir des conditions de travail dignes et un revenu décent pour tous les acteurs du système alimentaire (Cadieux & Slocum, 2015). La seconde met l'accent sur la participation active et équitable des communautés dans les processus décisionnels relatifs à leur alimentation, soulignant l'importance de la démocratie alimentaire (Loo, 2014).

**Initialement centrée sur la production, la sécurité alimentaire est devenue un concept multidimensionnel intégrant la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Le débat actuel oppose le modèle néolibéral orienté vers le marché à d'autres alternatives comme la souveraineté alimentaire, la justice sociale et l'agroécologie pour garantir des systèmes durables et démocratiques.**

Sur le plan théorique, la justice alimentaire peut être conceptualisée selon deux dimensions complémentaires. Une dimension distributionnelle, tout d'abord, vise une répartition équitable des ressources alimentaires afin de répondre aux besoins des populations vulnérables (Levkoe, 2006). Une dimension procédurale dépasse la seule logique distributive pour intégrer la participation citoyenne dans les décisions relatives à la gestion des ressources alimentaires, à la gouvernance des systèmes alimentaires et à la définition des politiques publiques (Cohen, 1985).

Plusieurs de ces auteurs relient l'idée de la sécurité alimentaire aux approches agroécologiques. L'intégration des principes écologiques dans les systèmes de production agricole pourrait constituer une alternative durable et pertinente. L'agroécologie pourrait aussi offrir des pistes intéressantes aux régions affectées par la surexploitation des ressources, la salinisation des sols et la dégradation de la fertilité (Gil et al., 2022). Cette approche propose une vision respectueuse de l'environnement, tout en contribuant à la sécurité alimentaire par le biais de l'amélioration de la disponibilité alimentaire. Elle mobilise des principes écologiques tels que le recyclage des nutriments, la diversité biologique, la résilience des agroécosystèmes et la diversification des cultures (Faure et al., 2024). En favorisant la diversification des systèmes de culture, l'agroécologie pourrait renforcer la capacité d'adaptation des petits producteurs face aux chocs climatiques, économiques et géopolitiques, consolidant ainsi la résilience des systèmes alimentaires locaux (Dagunga et al., 2023).

Cette analyse de la sécurité alimentaire, montre qu'il est loin d'être univoque et se révèle être un champ de tension sur le plan théorique et politique où s'affrontent des visions du monde divergentes. Ainsi dans l'élaboration des politiques de sécurité alimentaire, il est essentiel d'analyser les idéologies et les conceptions qui se cachent derrière les programmes.

## Bibliographie

- Kc, K. B., Dias, G. M., Veeramani, A., Swanton, C. J., Fraser, D., Steinke, D., ... & Fraser, E. D. (2018). When too much isn't enough: Does current food production meet global nutritional needs?. *PLoS one*, 13(10)
- Kc, K. B., Dias, G. M., Veeramani, A., Swanton, C. J., Fraser, D., Steinke, D., ... & Fraser, E. D. (2018). When too much isn't enough: Does current food production meet global nutritional needs?. *PLoS one*, 13(10)
- Cadieux, K. V., & Slocum, R. (2015). What does it mean to do food justice? *Journal of Political Ecology*, 22(1), 1-26. <https://doi.org/10.2458/v22i1.21074>
- Cohen, R. L. (1985). Procedural justice and participation. *Human Relations*, 38(8), 643-663
- Dagunga, G., Ayamga, M., Laube, W., Gershon, I., Anshah, K., Kornher, L., & Kotu, B. H. (2023). Agroecology and resilience of smallholder food security: A systematic review. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 7, 1152061.
- Dixon, J. (2014). The public health contribution to the discursive struggles surrounding food security and food sovereignty. *Dialogues in Human Geography*, 4(2), 200-205. <https://doi.org/10.1177/2043820614537157>
- FAO. (2008). *Climate change and food security: A framework document*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- Faure, G., Geck, M., Paracchini, M. L., & Andrieu, N. (2024). What agroecology brings to food security and ecosystem services: a review of scientific evidence.
- Gil, J., Alter, E., La Rota, M. J., Tello, E., Galletto, V., Padró, R., Martínez, T., Darnay, S., & Marull, J. (2022). Towards an agroecological transition in the Mediterranean: A bioeconomic assessment of viticulture farming. *Journal of Cleaner Production*, 380, 1-30.
- Habiba, U., Abedin, M. A., & Shaw, R. (2015). Introduction and overview of food security and risk reduction issues. In *Food security and risk reduction in Bangladesh* (pp. 1-17). Tokyo: Springer Japan.
- Levkoe, C. Z. (2006). Learning democracy through food justice movements. *Agriculture and Human Values*, 23(1), 89-98. <https://doi.org/10.1007/s10460-005-5871-5>
- Liebenberg, S. (2018). Participatory justice in social rights adjudication. *Human Rights Law Review*, 18(4), 623-649.
- Loo, C. (2014). Towards a More Participative Definition of Food Justice. *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, 27(5), 787-809.

- Mahmud, M. S., & Banik, B. K. (2020). Evolution and development of food security concept: A historical overview. *Rajshahi University Journal of Social Science and Business Studies*, 28, 29-45.
- McMichael, P. (2005). Global Development and The Corporate Food Regime. *Research in Rural Sociology and Development*, 265-299. [https://doi.org/10.1016/S1057-1922\(05\)11010-5](https://doi.org/10.1016/S1057-1922(05)11010-5)
- McMichael, P. (2014). Historicizing food sovereignty. *Journal of Peasant Studies*, 41(6), 933-957. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.876999>
- Murray, S., Gale, F., Adams, D., & Dalton, L. (2023). A scoping review of the conceptualisations of food justice. *Public Health Nutrition*, 26(4), 725-737.
- Righettini, M. S., & Bordin, E. (2023). Exploring food security as a multidimensional topic: twenty years of scientific publications and recent developments. *Quality and Quantity*, 57(3), 2739-2758. <https://doi.org/10.1007/s11135-022-01452-3>
- Schneider, M., & McMichael, P. (2010). Deepening, and repairing, the metabolic rift. *Journal of Peasant Studies*, 37(3), 461-484. <https://doi.org/10.1080/03066150.2010.494371>
- Sen, A. (1982). *Poverty and famines: an essay on entitlement and deprivation*. Oxford university press. United Nations. (1975). *Report of the world food conference*.
- Zhou, Z. Y. (2019). *Global food security: What matters?*. Routledge